

Qualité institutionnelle et développement économique en région MENA Etude comparative

Institutional quality and economic development in MENA region Comparative analysis

SAIB Mhamed ^{1*}, MOKHTARI Fayçal ²

¹ Université de Mascara, Algérie, mhamed.saib@univ-mascara.dz

² Université de Mascara, Algérie, faycal.mokhtari@univ-mascara.dz

Reçu le: 10/09/2022

Accepté le: 27/12/2022

Publié le: 25/12/2022

Résumé:

Durant longtemps, les institutions ont été soit ignorées, soit considérées comme étant acquises dans la théorie standard de la croissance économique. La nouvelle théorie institutionnelle définit la qualité des institutions comme un facteur fondamental causant des disparités des niveaux de développement économique entre les pays.

Compte tenu des résultats des différents travaux empiriques réalisés dans ce domaine, il apparaît que cette théorie est tout à fait fondée. Le présent article a pour but l'examen des caractéristiques des institutions et l'identification de leur rôle dans la promotion de la croissance économique et du développement. Dans cette étude, nous avons utilisé des données recueillies auprès d'organisations internationales, telles que la Banque mondiale et Transparency International couvrant la période 2002 à 2020, concernant principalement l'Algérie et certains pays sélectionnés de la région MENA, concluant sur des recommandations susceptibles d'apports positifs en la matière.

Mots clés : Approche néo-institutionnelle, qualité institutionnelle, développement économique, gouvernance, corruption

JEI Classification Codes : O1, D86,D02,D73

Abstract:

For a long time, institutions were either ignored or taken for granted in the standard theory of economic growth. The new institutional theory defines the quality of institutions as a fundamental factor causing disparities in levels of economic development between countries.

Based on the results of the various empirical studies in this area, it appears that this theory is well founded. The purpose of this paper is to examine the characteristics of institutions and to identify their role in promoting economic growth and development. In this study, we have used data collected from international organisations, such as the World Bank and Transparency International, covering the period 2002 to 2020, mainly concerning Algeria and some selected countries in the MENA region, concluding with recommendations that could make a positive contribution in this area.

Keywords: Neo-institutional approach, institutional quality, economic development, governance, corruption.

JEI Classification Codes : O1, D86,D02,D73

* *Auteur correspondant*

1. Introduction:

D'énormes écarts de revenus et de niveaux de vie existent encore, entre les pays riches et les pays pauvres, comme c'est le cas de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique du Sud et en Asie du Sud qui disposent de marchés qui ne fonctionnent pas et d'une population peu instruite et quasiment analphabète. Leurs moyens de productions sont obsolètes, dépassés résultant de leurs faibles investissements dans le capital humain et physique, contrairement aux pays d'Amérique du Nord, d'Europe Occidentale et d'Asie de l'Est, Ces nations disposent d'un niveau de vie élevé, d'une longue espérance de vie, d'un fort capital humain et des technologies de pointes innovantes, etc.

De la deuxième moitié du XXe siècle à ce jour, trois approches principales ont expliqué la croissance économique à savoir : le modèle néo-keynésien de Harrod-Domar, le modèle néoclassique de Solow-Swan et le modèle de croissance endogène de Romer-Lucas (Snowdon & Vane, 2005, p. 598). Par ailleurs, certains auteurs en l'occurrence les fondateurs de la nouvelle économie institutionnelles, attribuent les écarts constatés, en matière de développement et de croissance économique entre ces pays aux différences institutionnelles et géographiques (Acemoglu, 2003, p. 27). Les études réalisées par North (1981), Jones (1987) et Olson (1982) ont incité et poussé les chercheurs ainsi que les décideurs politiques à se pencher davantage sur le rôle des institutions dans la croissance et le développement économiques.

Notre problématique se situe dans l'identifications des principaux déterminants institutionnels qui sont à l'origine de ces écarts dans notre échantillon d'étude en général et en Algérie particulièrement ?

En conséquence nous formulons l'hypothèse suivante, selon laquelle la qualité des institutions influe positivement sur la performance économique et que la corruption est l'un des principaux facteurs des plus entravants au développement économique. Ainsi nous visons à examiner le rôle des institutions dans l'explication des différences de croissance économique et du développement entre les pays. Pour ce faire nous avons adopté la méthode comparative et la statistique afin de comparer les performances économiques et la qualité des institutions entre l'Algérie et celles de certains pays appartenant à la région MENA. Notre choix s'est porté sur ces pays en raison de leurs caractéristiques communes dont la rente et l'entame d'un processus de transition, de la planification centrale à l'économie de marché, leur histoire et leur situation économique spécifique. Ainsi, le recours aux institutions fortes et de qualité était l'une des conditions préalables à la construction d'une économie de marché et à la réalisation d'une croissance économique soutenue sur le long terme. Il est à signaler que l'analyse couvre différentes périodes en fonction de la disponibilité des données. Par conséquent, cet article comprend trois parties essentielles. Dans la première nous avons passé en revue les nouvelles théories institutionnelles qui mettent en évidence les liens entre la qualité des institutions et la croissance économique alors que dans la deuxième partie nous traitons tout ce qui est des institutions qui sont à l'origine de la croissance économique et des canaux par lesquels elles influencent la croissance économique et le développement. Enfin, dans la troisième partie, nous examinons, grâce à l'utilisation de l'indice de gouvernance mondiale (WGI) calculé par la Banque mondiale, la qualité institutionnelle en région MENA pour arriver au phénomène de la corruption considérant ses conséquences sur l'économie et la société sur le long terme. En effet, elle est considérée comme obstacle à la croissance économique et comme facteur entravant la performance des institutions. Recourant à l'indice de perception de corruption (l'IPC) calculé

par Transparency International, nous comparerons son ampleur sur la région en question pour arriver enfin à des recommandations et des solutions traitant le sujet.

2. Le rôle des institutions :

L'idée que les institutions ont une incidence sur la prospérité et la richesse des nations remonte à Adam Smith. Depuis lors, les économistes devinrent conscients que les droits de propriété protègent contre l'expropriation par des tiers ou par l'État sont une condition importante incitant les individus à investir. Actuellement, le rôle des institutions dans le développement économique est devenu l'un des domaines les plus étudiés par les économistes (Stein, 2008, p. 92). Les institutions sont devenues le facteur clé de la croissance économique et du développement avec l'essor de la nouvelle économie institutionnelle dans les années 1980. Au début des années 1990, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont identifié la mauvaise qualité des institutions comme une cause fondamentale de la mauvaise performance économique. Sur le même sillage, North et Thomas (1973), ont souligné que des facteurs tels que l'innovation, l'économie d'échelle, l'éducation, l'accumulation de capital, etc. ne causent pas la croissance, ils la représentent ; seules l'accumulation et l'innovation sont les causes immédiates de la croissance. Ainsi, la différence entre les institutions constitue l'explication majeure de la disparité des niveaux de développement.

Les institutions sont définies de différentes manières. North les définit comme " les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, comme les contraintes conçues par l'homme qui façonnent l'interaction humaine. En conséquence, elles structurent les incitations dans les échanges humains, qu'ils soient politiques, sociaux ou économiques" (North & al, 1990, p. 3). Ainsi définies, elles sont un ensemble de règles destinées aux membres de la société et qui déterminent leurs comportements. Les institutions peuvent être formelles (lois, droits de propriété, constitutions) et/ou informelles (tabous, traditions, sanctions et codes de conduite). Dans une situation idéale, les institutions formelles et informelles se complètent. "Les institutions fournissent la structure d'incitation d'une économie ; au fur et à mesure que cette structure évolue, elle détermine l'orientation du changement économique vers la croissance, la stagnation ou le déclin" (North, Institutions, 1991, p. 97). Par cette définition les institutions ne peuvent pas être traitées comme un facteur exogène ou anodin dans le processus de développement, contrairement à ce que pensaient les économistes néoclassiques. La conception dominante actuellement est que les institutions sont les déterminants fondamentaux de la performance économique « institutions maters ». Les études empiriques de Rodrik, Subramanian et Trebbi 2002, Moers, 1999, March et Olsen, 1998, effectuées dans différents pays confirment l'effet positif des institutions sur la croissance économique et le développement (Drangovska & Antovska-Mitev, 2022, p. 11). Des économistes on l'occurrence North insistent sur le rôle des facteurs institutionnels tels que les droits de propriété, la corruption et la qualité de la gouvernance sur le développement des pays. De ce fait ces facteurs incitent, les individus à investir, ainsi sur leur tendance à innover et à participer à des activités entrepreneuriales.

2.1 Les institutions favorisant la croissance et le développement économiques :

Plusieurs faits ont confirmé que les incitations économiques en présence un cadre institutionnel adéquat influencent la productivité des individus à travers le développement de nouvelles idées ou de nouvelles technologies. La pertinence des institutions vis-à-vis de la croissance économique et du développement se traduit par quatre types d'institutions (Rodrik & Subramanian, 2003, p. 32) :

- Les institutions créatrices de marchés : elles incarnent les institutions qui protègent les droits de propriété et assurent l'exécution des contrats. Elles sont liées aux incitations à l'investissement et à l'esprit d'entreprise. On y trouve les institutions judiciaires, à savoir le système judiciaire.

- Les Institutions régulatrices du marché : Ces institutions régulent les imperfections du marché, telles que les perturbations, les monopoles liés aux économies d'échelle et l'asymétrie de l'information.

- Les institutions de stabilisation du marché : Elles maintiennent la stabilité macroéconomique par, la stabilisation des prix, l'atténuation des mouvements cycliques et à parer aux crises financières.

- Les institutions de légitimation du marché : Ces institutions sont chargées de la protection sociale, de la redistribution des revenus et de la résolution des conflits sociaux.

Conscients du fait que les institutions contribuent à la croissance économique et au développement, de nombreux pays ont entrepris des réformes institutionnelles au début des années 90 sous les recommandations et le soutien du FMI et de la Banque mondiale visant à instaurer de "meilleures" institutions et à améliorer la "gouvernance" (Kapur, Webb, & al, 2000, p. 2).

2.2 La qualité des institutions et le développement économique :

De bonnes institutions combinées à de meilleures procédures d'incitations représentent une condition primordiale avant toute réforme et transition économique sur le long (Islam, 2002, p. 30). Le concept de gouvernance ou de qualité institutionnelle ne fait pas l'objet d'une définition unique. Certaines définitions sont larges et définissent la gouvernance comme des rôles, des mécanismes d'application et des organisations (Islam, 2002, p. 98), d'autres se concentrent uniquement sur le secteur public et la définissent comme une manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques ou sociales dans un pays (Banque mondiale, 1992). L'indice mondial de gouvernance « Worldwide Governance Indicator » (WGI) mesure la qualité des institutions lequel considère la gouvernance comme des traditions et des institutions par lesquelles l'autorité est exercée. Le WGI fait état de six dimensions (Kaufmann, Kraay, & Mastruzzi, 2011, p. 223) :

- La voix et la responsabilité : Mesure le degré de participation des citoyens au choix de leur gouvernement, le degré de la liberté d'expression, la liberté de création d'association et la liberté des médias.

- Stabilité politique et absence de violence : Cet indicateur capte la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par de façons anticonstitutionnelles ou violentes y compris la violence à caractère politique et le terrorisme.

- L'Efficacité du gouvernement : Mesure la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et son degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques mesure aussi la capacité de formuler et de mettre en œuvre des politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers elles.

- Qualité de la réglementation : Indicateur de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations qui permettent et encouragent le développement du secteur privé.

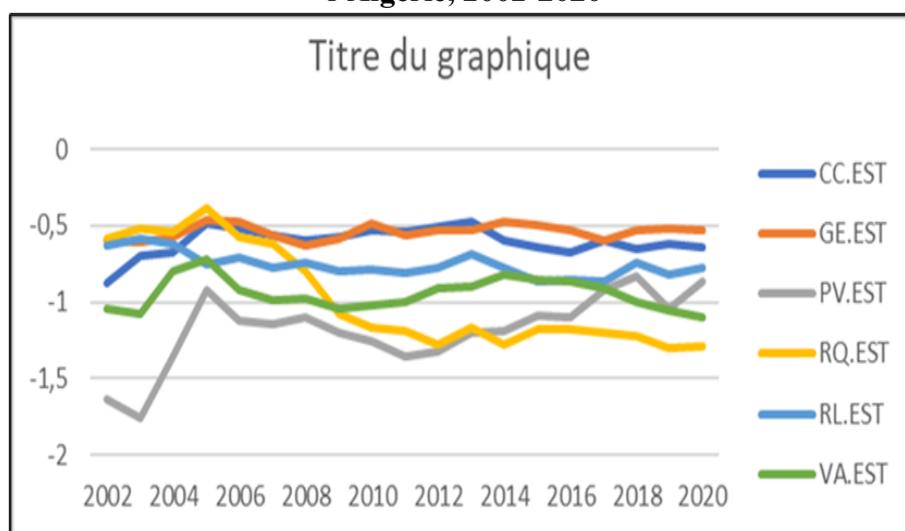
- **État de droit** : Cet indicateur évalue le degré de confiance des individus en les règles de la société et leur respect, particulièrement l'exécution des contrats et la protection des droits de propriété.

- **Contrôle de la corruption** : Il permet de mesurer le degré auquel le pouvoir public est exploité à des fins privées et la confiscation de l'état par les élites et les intérêts privés.

Le WGI est utilisé principalement pour identifier les problèmes de gouvernance dans les économies nationales et permettre aux organisations internationales d'allouer des ressources afin d'y améliorer la qualité des institutions. Les études réalisées à l'aide de l'indice WGI montrent que les pays dotés d'une gouvernance efficace connaissent une croissance plus rapide, du moins à long terme. Le WGI est obtenu par le calcul de la moyenne arithmétique de ses six (6) composantes sus-citée.

3.L'indicateur mondial de gouvernance en Algérie (WGI) :

Figure N°1 Evolution des six dimensions de l'indicateur de gouvernance (WGI) de l'Algérie, 2002-2020



Source : Les auteurs se basant sur données de la Banque mondiale 2021

La figure 1 présente le WGI de l'Algérie par ses six composantes, couvrant presque deux décennies : 2002 - 2020.

Concernant la première composante : voix et responsabilité (VA .EST), son bas niveau a été enregistré en 2020 (-1,102) 18,36 centiles classant l'Algérie dans la 212ème place sur 230 pays tandis que la valeur la plus élevée a été enregistrée en 2005 (-0,72) ou 25,48 centiles. On note que durant toute cette période d'analyse, cette dimension est restée relativement instable. Quant à l'indice de la stabilité politique (PV.EST), le plus mauvais score a été réalisé en 2003 classant l'Algérie à la 225ème place. Ainsi sur l'ensemble de la période, les scores ont été en deçà de la moyenne à l'exception de 2005 (-0,91) et 2018 (-0,84). S'agissant de la dimension efficacité du gouvernement (GE.EST), en 2002 a enregistré son plus bas niveau (-0,59) atteignant sa plus haute valeur en 2005 (-0,46) chutant significativement en 2017, et ce, malgré les efforts de modernisation de l'administration publique. Concernant la qualité de la réglementation (RQ.EST), ses scores varient de (-0,38) en 2005 et (-1,30) en 2019 affichant une moyenne de (-0,97) traduisant les efforts et la volonté à hausser la qualité des institutions

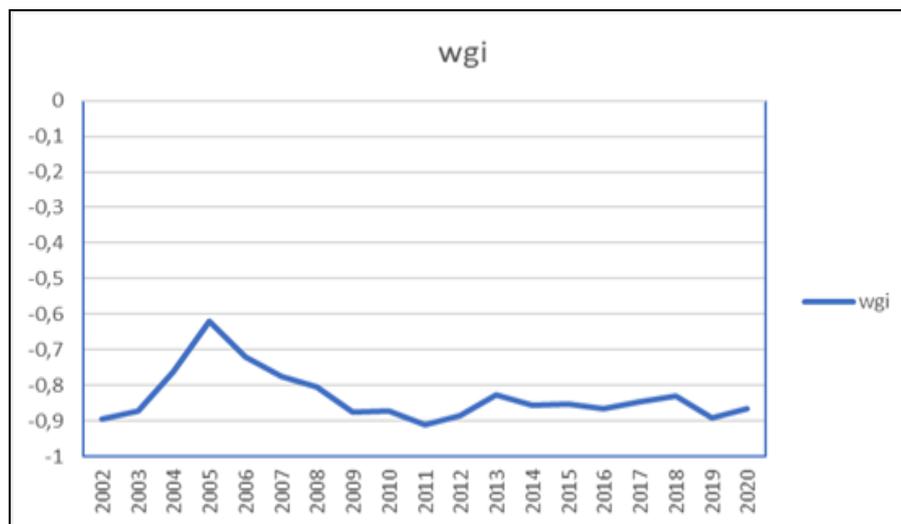
dans le pays. Pour l'indice de l'État de droit (RL.EST), il affiche des résultats négatifs sur toute la période. Ainsi, on a relevé des scores variants entre (-0,63) en 2002 et de (-0,78) en 2020. En ce qui concerne la dimension contrôle de la corruption (CC.EST), la situation est restée telle quelle a été en phase initiale de l'analyse et a marqué une valeur de (-0.64) pour l'année 2020. La valeur moyenne de cette dimension est de (-0.60) ce qui est loin de la normale.

La moyenne de l'indice WGI en Algérie pour la période 2002-2020 est de (- 0,83). La valeur négative de cette estimation, ne reflète en réalité que la qualité médiocre de la gouvernance. La meilleure performance a été réalisée en 2005 (-0,62), puis c'est l'accumulation des mauvais scores jusqu'en 2020 avec une estimation de (-0,87), (Figure 2) ci-dessous.

Parmi les recommandations du FMI (2020) figure la nécessité de lutter contre la corruption, l'informel ainsi que de travailler sur la stabilité politique de ce fait la qualité des institutions reste l'un des principaux défis pour l'Algérie.

Les résultats des expertises menées par le FMI confirment l'impact positif de la qualité institutionnelle, mesurée par le l'indice de gouvernance mondiale (WGI) sur le développement économique, interprété par le PIB par habitant. L'analyse par dimension montre que le contrôle de la corruption et la promotion de l'État de droit ont l'impact le plus fort sur la croissance économique et le développement. Bien que, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, des réformes macroéconomiques majeures aient été prises pour construire des institutions de marché fortes, les indicateurs de qualité institutionnelle reflètent toujours des faiblesses.

Figure N°2 Evolution de WGI de l'Algérie, 2002-2020



Source : Les auteurs se basant sur données de la Banque mondiale 2021

3.1. Comparaison (WGI) en région MENA :

Le tableau 1 ci-dessous représente le WGI des pays MENA pour 2020 (Algérie, Egypte, Jordanie, Tunisie, Libye et le Qatar). La centration sur ces pays a été faite du fait qu'ils ont entamé approximativement des processus de transition. Les données présentées dans le tableau 1 montrent que le Qatar est le pays ayant la plus forte qualité institutionnelle parmi les pays analysés affichant les meilleures performances concernant les six dimensions du (WGI), possédant ainsi l'un des niveaux de vie le plus élevé avec un PIB par habitant de 50124,39 USD en 2020. La Lybie par contre affiche la plus faible performance en matière de qualité institutionnelle (Banque mondiale, 2021). Quant à l'Algérie, elle est positionnée en 5^{ème} place en 2020 en qualité institutionnelle, grâce au renforcement de la stabilité politique du pays tandis

que les facteurs contraignants sont la qualité réglementaire, Voix et responsabilité et surtout le contrôle de la corruption.

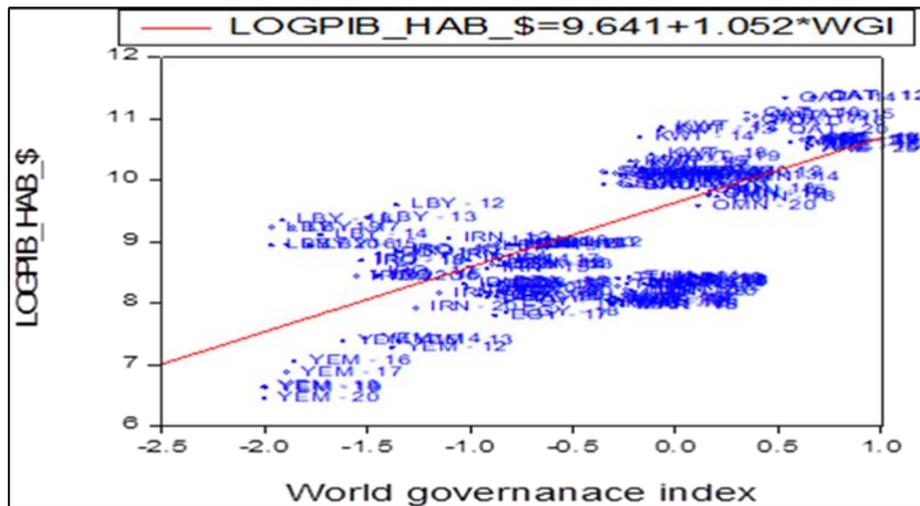
Table N°1. WGI MENA, (estimations et rang centile) 2020

	Algérie	Egypte	Jordanie	Tunisie	Libye	Qatar
Contrôle de la corruption. Estimation	-0,64	-0,81	0,07	-0,07	-1,62	0,78
Contrôle de la corruption. Rang	28,36	22,59	59,61	52,40	2,88	77,88
Efficacité du gouvernement. Estimation	-0,53	-0,54	0,11	-0,20	-2,01	0,91
Efficacité du gouvernement. Rang	33,65	32,21	57,21	43,75	1,92	78,36
Stabilité politique et absence de violence. Estimation	-0,86	-1,21	-0,32	-0,63	-2,48	0,67
Stabilité politique et absence de violence Rang	17,45	11,32	35,85	24,06	2,36	68,39
Qualité de la réglementation. Estimation	-1,29	-0,69	0,22	-0,36	-2,32	0,85
Qualité de la réglementation. Rang	9,13	25,48	60,10	39,42	0,96	75,96
État de droit. Estimation	-0,78	-0,36	0,21	0,14	-1,97	1
État de droit. Rang	21,63	39,90	59,13	58,17	1,44	82,69
Voix et responsabilité. Estimation	-0,64	-0,81	0,07	-0,07	-1,62	0,78
Voix et Responsabilité. Rang	28,36	22,59	59,61	52,40	2,88	77,88

Source : Les auteurs se basant sur données de la Banque mondiale 2021

Afin d'explorer et analyser la nature de la relation entre la qualité institutionnelle (WGI) et la croissance économique (PIB) par habitant, la figure 3 ci-dessus est le résultat de la régression effectuée sur les pays composant l'échantillon de notre étude, élargie pour plus de fiabilité. La variable indépendante est la moyenne arithmétique du WGI pour la période 2002-2020 et la variable dépendante est le PIB par habitant sous sa forme logarithmique. Le coefficient de corrélation dépasse 0,64 signifiant une forte corrélation positive entre la qualité des institutions et la croissance économique.

Figure N°3 Corrélation entre le WGI et le PIB par habitant 2002 – 2020



Source : Calcule des auteurs sur Eviews 10

4. La corruption, facteur d'entrave à la croissance :

Ces dernières décennies, la corruption a occupé une place importante dans la littérature économique. Mauro (1995); Kaufmann et Kraay,(2002) la présente comme un obstacle majeur au développement laquelle ayant des conséquences dramatiques sur la croissance et les pays où sévit une bureaucratie corrompue mettent en place des activités de rente pour détourner les ressources plutôt que de les orientées vers des activités productives (Drangovska & Antovska-Mitev, 2022, p. 20) . Les preuves empiriques indiquent que la corruption diminue drastiquement la croissance économique, particulièrement dans les pays à faible gouvernance (Mauro, 1995, p. 682). La corruption se présente sous de multiples formes. Académiquement elle est définie comme'' le fait d'utiliser sa position de responsable d'un service public à son bénéfice personnel » (Bank, 1997, p. 8). Selon Tanzi la corruption est'' ... la violation intentionnelle du principe du sans lien de dépendance'' (Tanzi, 2003, p. 24). La corruption ainsi définie indique que pour un fonctionnement efficace de l'économie de marché, les relations personnelles ou familiales ne devraient pas intervenir dans les décisions économiques prises par les représentants du gouvernement ou les agents économiques. La corruption compromet la croissance économique à long terme en influant sur l'investissement, la fiscalité, le développement humain et les dépenses publiques. La corruption affecte le développement économique par le biais de différents canaux (Tanzi, 2003, p. 26):

- Elle réduit la capacité et l'efficacité du gouvernement à effectuer les contrôles et inspections réglementaires destinés à corriger les défaillances du marché. Lorsque la réglementation est fondée sur la corruption, le gouvernement crée des monopoles pour des intérêts privés entraînant par la sorte des coûts sociaux supérieurs aux coûts privés.

- Distorsion des incitations dans l'économie. Les individus possédant des talents consacrent leurs activités à la recherche de rentes ou de pratiques de corruption et non à des activités productives et innovantes. Il en résulte une diminution de l'esprit d'entreprise et du potentiel d'innovation de l'économie.

- Diminution des investissements réduisant le seuil du taux de croissance au niveau duquel elle est déterminée par l'accumulation de capital physique.

- augmente les dépenses publiques et diminue les recettes publiques, ce qui provoque d'importants déficits budgétaires, rendant la tâche difficile au gouvernement pour gérer des politiques budgétaires saines. Les investissements publics en capital sont principalement orientés vers des investissements improductifs, impactant médiocrement la croissance économique. L'allocation des ressources budgétaires au profit d'activités corrompues débouchent sur une dégradation de la qualité des infrastructures et des services publics.

- Réduit ou déséquilibre le rôle primordial du gouvernement (exécution des contrats, protection des droits de propriété), ce qui affecte négativement la croissance économique.

- Outre les problèmes économiques, elle crée également des problèmes sociaux, elle accroît la pauvreté et les inégalités de revenus.

- La corruption amoindrit le rendement des aides internationale, par la réaffectation des fonds de celles-ci à des projets improductifs ou par leur utilisation irrationnelle.

4.1.A propos du changement institutionnel :

A ce sujet North est considéré comme l'un des néo-institutionnalistes qui ont le plus réfléchi sur l'association des comportements des agents et les institutions. Son apport concernant ce processus est pionnier. Il s'est inspiré de la théorie des jeux pour comprendre ou de définir ce processus. le changement institutionnel a souvent été interprété comme l'interaction continue et mutuelle entre les institutions (règles du jeu formelles et informelles) et les organisations (les joueurs) dans un contexte de rareté et de concurrence (Merad Boudia, 2015). Ces institutions changent sous l'effet des organisations et des entrepreneurs qui sont eux même responsables de la déviation d'un quelconque changement (North & al, Institutions, institutional change and economic performance, 1990, p. 5).Ainsi Ils rompent avec la routine qui existait auparavant, en façonnant la direction du changement institutionnel à travers des activités intentionnelles pour pouvoir gagner le jeu, grâce à une combinaison de compétences, de stratégies et coordination; par des moyens justes ou parfois immorales. Dans un univers incertain et complexe, où l'information est asymétrique et couteuse, et où la concurrence est imparfaite et rude, certains agents opportunistes ,dotés d'une rationalité limitée usent des pratiques non conventionnels comme la ruse et la tricherie et la malversation au détriment de tiers personnes , adoptent des comportements qui dépendent en premier lieu de leurs perception et représentation du monde qui forment les idéologies et croyances cristallisés en construction mentale ou en d'autres termes en modèles mentaux (North & al, Institutions, institutional change and economic performance, 1990, p. 25). Ces modèles mentaux sont la source majeure d'un quelconque changement et vont à cet effet influencer sur sa direction. Ils peuvent être « bons ou mauvais », et reflètent par exemple le changement dans les prix, le gout et préférences qui permettent aux individus d'acquérir des connaissances et des compétences pour pouvoir par exemple les améliorer. le changement des règles formelles est un processus court et facile par rapport à celui des règles informelles qui perdurent pour être modifié du fait de leur inertie, et nécessitent un processus d'apprentissage et d'adaptabilité aux nouvelles contraintes de la part des individus et organisations.

La coordination par le haut doit être compatible avec la coordination par le bas, en d'autres termes, les institutions informelles doivent être en harmonie avec les institutions formelles et faciliter leur mise en place ou leur création pour pouvoir diminuer la prolifération du secteur informel (Hassane & Pailloix, 2003, p. 10). Des institutions informelles saines sont la base de la réussite d'un changement institutionnel et ne doivent pas être sous-estimé car elles peuvent tantôt favoriser le développement (comme la confiance, la solidarité) tantôt lui faire obstacle (comme les traditions, coutumes, pratiques religieuses...) (Jütting, Drechsler, & De Soysa, 2006).

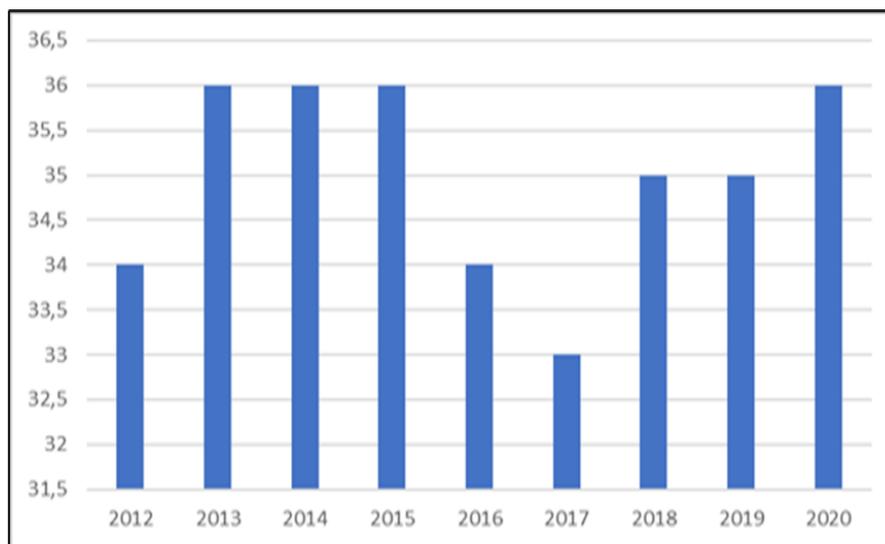
A cet effet un état fort paré de mécanismes adéquats d'exécution et de contrôle des contrats doit intervenir et améliorer ses institutions existantes et sa méthode de gouvernance en

collaborant avec les organisations et les entrepreneurs pour remédier aux diverses défaillances. La finalité est principalement l'éviction des obstacles institutionnels et culturels qui bloquent le développement et l'instauration d'une économie de marché par l'incitation et la motivation des agents économiques à s'allier à l'Etat tout en respectant les nouvelles règles du jeu.

4.2. Comparaison (IPC) en région MENA :

L'indice de perception de la corruption (IPC) est un instrument de mesure calculé par Transparency International. C'est un indice composite qui classe les pays en fonction du degré de corruption perçu par les chefs d'entreprise et les fonctionnaires d'un pays. L'IPC classe les pays sur une échelle de 0 à 100, où 0 indique que le pays est très corrompu alors que 100 indique que le pays est très net.

Figure N° 4.Evolution (IPC) Algérie 2012-2020



Source : Les auteurs se basant sur données Transparency International 2021.

Depuis le milieu des années 80, l'Algérie est confrontée à un niveau élevé de corruption présent dans toutes les sphères de la vie sociale (Talahit, 2000, p. 49). La corruption représente l'une des principales raisons de la lenteur de la dynamique de développement dans le pays (Becherair, 2016, p. 443).

La figure (4) représente l'évolution de l'IPC de l'Algérie de 2012 à 2020. Le score de corruption perçu a augmenté, de (34) en 2012 pour atteindre (36) en 2020, et a gagné une place au classement c'est-à-dire de la 105^{ème} place en 2012 est montée en 104^{ème} en 2020 résultat qui reste loin d'une aubaine. Selon Transparency International, le niveau élevé de corruption en Algérie est dû au caractère "captif" de l'État, à un secteur public très corrompu, à son manque de transparence et à l'inefficacité des institutions chargées de la lutte contre la corruption. Ainsi dit, cela porte atteinte sur la confiance en les institutions et leurs efficacités. Ce niveau élevé de corruption constituait l'une des plus importantes faiblesses des institutions en Algérie

4.3. Comparaison (IPC) en région MENA :

Le tableau 2 expose les indices de perception de la corruption (IPC) de notre échantillon de pays pour une période s'étalant de 2016 à 2020. Comme c'était le cas dans l'analyse précédente, Le Qatar chapeaute le classement, réalisant un classement de 30^{ème} sur 180 pays et

ce pour deux années d'affilé 2019 et 2020 avec des scores respectifs de (62) et (63). Comparativement l'Algérie s'est classée à la 104^{ème} place sur 180 pays, enregistrant un score de (36). L'analyse précédente de l'indice mondiale de la gouvernance (WGI) a révélé que le contrôle de la corruption est la dimension la plus faible de la qualité institutionnelle des pays suivants : l'Algérie, l'Égypte et la Libye. Par ailleurs ce résultat est également confirmé par l'analyse de l'indice de perception de la corruption (l'IPC).

Table N°2. Evolution IPC –MENA 2016-2020

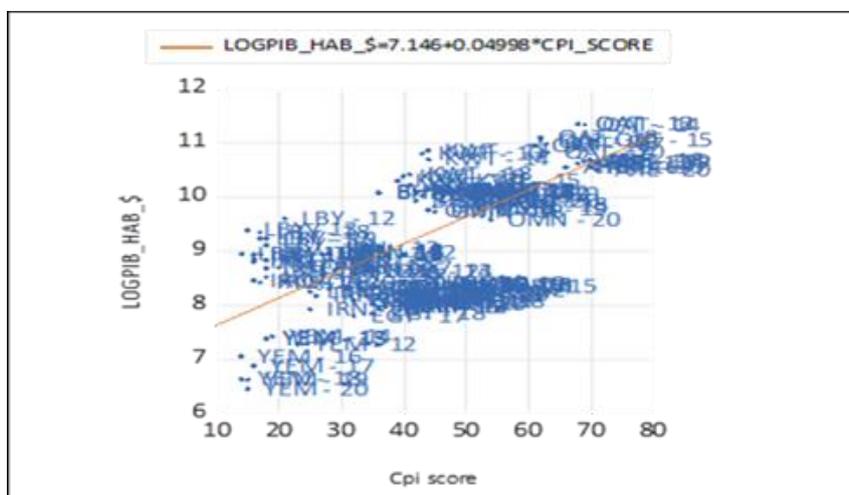
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Score	Rang								
Algérie	34	108	33	112	35	105	35	106	36	104
Qatar	61	31	63	29	62	33	62	30	63	30
Tunisie	41	57	42	74	43	73	43	74	44	69
Libye	14	170	17	171	17	170	18	168	17	173
Egypte	34	108	63	117	35	105	35	106	33	117
Jordanie	48	58	48	59	49	58	48	60	40	60

Source : Les auteurs se basant sur données Transparency International 2021

La Figure 5 représente la corrélation entre la corruption exprimée par l'indice de perception de la corruption (l'IPC) et la croissance économique, mesurée par le PIB par habitant exprimé par sa forme logarithmique couvrant la période 2012 à 2020. L'analyse de la régression comprend des pays supplémentaires à notre échantillon d'étude et ce pour plus de fiabilité.

La présentation graphique confirme la corrélation négative entre la corruption et la croissance économique. Les pays ayant un faible niveau de corruption ont des taux de croissance économique et des niveaux de vie élevés. Le coefficient de corrélation calculé est égal à 0,68.

Figure N° 5. Corrélation entre l'indice de perception de corruption (IPC) et le PIB par habitant 2002 – 2020



Source : Calcule des auteurs sur Eviews10

5. Conclusion:

L'expertise a évalué l'impact des institutions sur la croissance économique et le développement, qui ont été ignorés ou considérés comme acquis dans la théorie standard de la croissance économique, mais l'essor de la nouvelle économie institutionnelle a fait ressortir leur importance. Les études récentes ont montré que dans tous les pays, quels que soient la géographie, l'histoire et le stade de développement, seule la protection des droits de propriété, l'exécution des contrats et l'état de droit, la concurrence, influent sur la structure des incitations. Tous ces facteurs encouragent l'innovation, l'investissement dans les nouvelles technologies et la participation aux activités entrepreneuriales, favorisant ainsi la croissance économique à long terme. Les études de régression ont montré que les institutions sont des déterminants solides du développement économique. Les institutions générant la croissance économique à court terme sont les institutions créatrices de marché. Cependant, pour le développement économique à long terme, trois autres types d'institutions apparaissent : les institutions régulant le marché, les institutions stabilisant le marché et les institutions légitimant le marché. Le WGI la qualité institutionnelle est par ces six dimensions. L'analyse du WGI effectué sur les pays sélectionnés a montré que les pays ayant un niveau de vie élevé disposent généralement d'institutions de haute qualité. L'examen de la corrélation entre l'indice WGI et le PIB par habitant a révélé une corrélation positive entre la qualité des institutions et la croissance économique à long terme. La corruption est considérée comme un facteur compromettant la qualité des institutions et entravant par conséquent la croissance économique et le développement. La corruption freine la croissance économique. De par sa délicatesse, la corruption est difficile à mesurer objectivement, toutefois l'IPC est l'étalon de mesure par excellence. L'analyse comparative réalisée dans ce document montre que les pays en quête de développement ont des institutions très corrompues.

L'analyse de corrélation confirme la corrélation négative entre la corruption, la croissance économique ainsi qu'une positive et significative relation entre la qualité institutionnelle et la croissance économique à long terme. Par conséquent, toute économie garantissant des conditions efficaces de maintien de l'ordre gagne en richesse économique et en développement tandis qu'à l'inverse, les économies disposant d'un environnement inefficace et défavorable pour les agents économiques sont exposées à des niveaux moins élevés de développement. En outre, il est largement admis que les réformes institutionnelles sont un facteur clé pour le développement, mais le choix de la plus efficace des réformes institutionnelles demeure toujours un sujet de controverse. De notre point de vue, la réussite des réformes institutionnelles dans les pays moins développés suppose avant tout des changements majeurs dans certains segments jugés importants à savoir:

- Renforcement de l'État de droit, par la mise en œuvre de mesures visant à garantir le respect des principes de suprématie de la loi, d'égalité devant la loi, de responsabilité devant la loi, d'équité dans l'application de la loi, de séparation des pouvoirs, de

participation à la prise de décision, de sécurité juridique, de prévention de l'arbitraire et de transparence procédurale et juridique, etc. ;

- La démocratisations des partis politiques, pour élever la culture politique générale.

- Renforcer la qualité, l'efficacité et la crédibilité des institutions, principalement en améliorant la qualité du système éducatif à tous les niveaux de l'enseignement, car leur qualité et leur efficacité sont directement liées à la qualité du personnel employé, et notamment à la compétence des dirigeants;

- Lutter contre la corruption par la prévention et la répression des malversations.

En conjoncture actuelle il est important et spécialement en région MENA de souligner que les réformes institutionnelles sont nécessaires, que ce soit en phase de croissance ou en phase de crise.

6. Liste bibliographique

1. Acemoglu, D. (2003, JUIN). Causes profondes de la pauvreté , une perspective historique pour évaluer le rôle des institutions dans le développement économique. *Finances & Développement*, 40(002), 27-30.
2. Bank, W. (1997). *World development report: The state in a changing World*. World Bank.
3. Becherair, O. (2016). Corruption et croissance économique une approche économétrique sur les données de l'Algérie. *European Scientific Journal*, 12(7), 434-445.
4. Drangovska, T., & Antovska-Mitev, M. (2022). Institutions and economic growth: Comparative analysis North Macedonia and selected countries from the region. *Southeast European Review of Business and Economics*, 8-36.
5. Hassane , H. S., & Pailloix, C. (2003). De l'économie du développement à l'économie du changement institutionnel. *Colloque International, Développement, Croissance et Institutions*, (pp. 1-20).
6. Islam, R. (2002). *Bulding institutiins for markets*. World Bank.
7. Jütting, J., Drechsler, D., & De Soysa, I. (2006). Traditions et développement. (OCDE, Éd.) *Repères*(34), 1-2.
8. Kapur, D., Webb, R., & al. (2000). *Governance-related conditionalities of the internatiional financial institutons* . UN.

9. Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2011). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. *Hague Journal on the Rule of Law*, 220-246.
10. Mauro, P. (1995, August). Corruption and growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681-712.
11. Merad Boudia, H. (2015, 09 16). L'impact du changement institutionnel dans un cadre de transition sur le comportement des entreprises Algériennes. *Revue d'études sur les institutions et le développement*, 2(1), 1-27.
12. North, D. C. (1991). Institutions. *Journal of economic perspectives*, 5(1), 97-112.
13. North, D. C., & al. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
14. Rodrik, D., & Subramanian, A. (2003). The primacy of institutions. *Finance and development*, 40(2), 31-34.
15. Snowdon, B., & Vane, H. R. (2005). *Modern macroeconomics: Its origins, development and current state*. Edward Elgard Publishing.
16. Stein, H. (2008). *Beyond World Bank Agenda*. University of Chicago Press.
17. Talahit, F. (2000). Economie administrée, corruption et engrenage de la violence en Algérie. *Revue Tiers Monde*, 41(161), 49-74.
18. Tanzi, V. (2003). Corruption, governmental activities, and markets . *Finance & development*, 24-26.